

## **Les attentes des Français à l'égard de l'Etat et des collectivités locales**

<https://www.bva-group.com/sondages/attentes-francais-a-legard-de-letat-collectivites-locales/>

Bva – mars 2019

Au lendemain du grand débat national, les attentes des Français portent probablement moins sur une décentralisation renforcée, ou sur une réforme de l'organisation des collectivités locales que sur ce que celles-ci offrent concrètement aux citoyens et leur compréhension de leurs attentes. De fortes disparités territoriales et sociales dans l'accès à un service public de qualité, à une offre de transports satisfaisante et permettant une alternative à la voiture individuelle

Protection de l'environnement : des soutiens aux Gilets jaunes plus sensibles à des mesures financières qu'à des engagements écologiques

### **Organisation des collectivités : seuls 36 % des Français souhaitent une réforme en profondeur**

Si 80 % des Français se déclarent favorables à une modification de l'organisation des collectivités locales, seule la moitié d'entre eux souhaite une réforme en profondeur (36 %) contre 44 % qui se disent favorables à une adaptation de leur organisation sans la transformer radicalement. Dans le détail il est intéressant d'observer que le souhait de réforme en profondeur est plus fortement porté par les soutiens de la majorité présidentielle (sympathisants Lrem : 49 %) ainsi que par les indépendants (52 %), les retraités (47 %) et les cadres (44 %) contre uniquement 26 % des employés et ouvriers.

### **Des Français réservés sur les bénéfices de la décentralisation et nettement moins positifs qu'en 2002**

Aujourd'hui, seuls 45 % des Français estiment que la décentralisation a des conséquences positives sur la prise en compte des attentes de la population quand ils étaient 71 % à partager cette opinion en 2002. Ils sont uniquement 41 % à identifier que la décentralisation a des conséquences positives sur la qualité des services publics locaux contre 75 % en 2002.

### **46 % des Français jugent qu'il faut aller plus loin en matière de décentralisation, ils étaient 74 % en 2002**

Ce souhait est exprimé plus fortement encore chez les sympathisants Lrem (68 %), les cadres (66 %) et les retraités (54 %). A l'inverse, 21 % des Français jugent nécessaire de revenir en arrière sur la décentralisation, et les populations les plus mobilisées lors des récents mouvements sociaux se distinguent en émettant plus fortement le souhait de revenir en arrière. C'est notamment le cas des habitants de communes rurales (29 %), des employés et ouvriers (27 %) ou encore des Gilets jaunes et de leurs soutiens (28 %).

### **56 % des Français souhaitent que leur commune ait davantage de pouvoir qu'actuellement**

Les Français sont plus réservés concernant leur département (48 % et uniquement 39 % dans l'agglomération parisienne), leur région (47 %, de 58 % chez les cadres à 47 % chez les employés et ouvriers) et leur intercommunalité (46 %).

### **...mais dans la pratique, ils ne lui rattacheront que peu de compétences supplémentaires et privilégieront un certain statu quo**

Ils rattacheront notamment à l'Etat la sécurité, l'environnement, la protection du patrimoine, l'enseignement supérieur et l'aide à l'emploi, tout comme la prise en charge de la dépendance. Assez conformément à la répartition actuelle des compétences, ils jugent majoritairement que c'est la région qui devrait être en charge du développement économique (49 %) et du tourisme (57 %) alors qu'ils chargeraient le département de l'action sociale (39 %), de l'organisation des conditions de circulation (41 %), du logement et de l'habitat (40 %) et de l'organisation des transports publics (43 %). La petite enfance, compétence déjà rattachée, est la seule compétence que les Français attribueraient en priorité à la commune.

## Six Français sur dix satisfaits de la qualité des services publics à leur disposition au quotidien (58 %), un taux majoritaire qui masque des disparités territoriales et sociales

Le taux de satisfaction passe de 47 % chez les habitants de communes rurales à 50 % dans les petites villes, 56 % dans les villes moyennes pour atteindre 67 % dans les grandes agglomérations et 66 % dans l'agglomération parisienne. De même, 70 % des cadres et 67 % des retraités se disent satisfaits des services publics à leur disposition au quotidien contre seulement 46 % des employés et ouvriers.

## L'offre de transports à disposition pour réaliser ses trajets quotidiens : de très fortes inégalités territoriales

Si 46 % des Français sont satisfaits de l'offre de transports dont ils disposent pour réaliser leurs trajets quotidiens, le différentiel de satisfaction exprimée est de 42 points entre les habitants de communes rurales (25 %) et ceux de l'agglomération parisienne (67 %). En dehors des habitants de grandes agglomérations (63 %), ceux des villes moyennes (39 %) et des petites villes (32 %) de province expriment également une satisfaction minoritaire.

## Alternative à la voiture individuelle : un manque de solutions de rechange dans les communes rurales et les petites villes

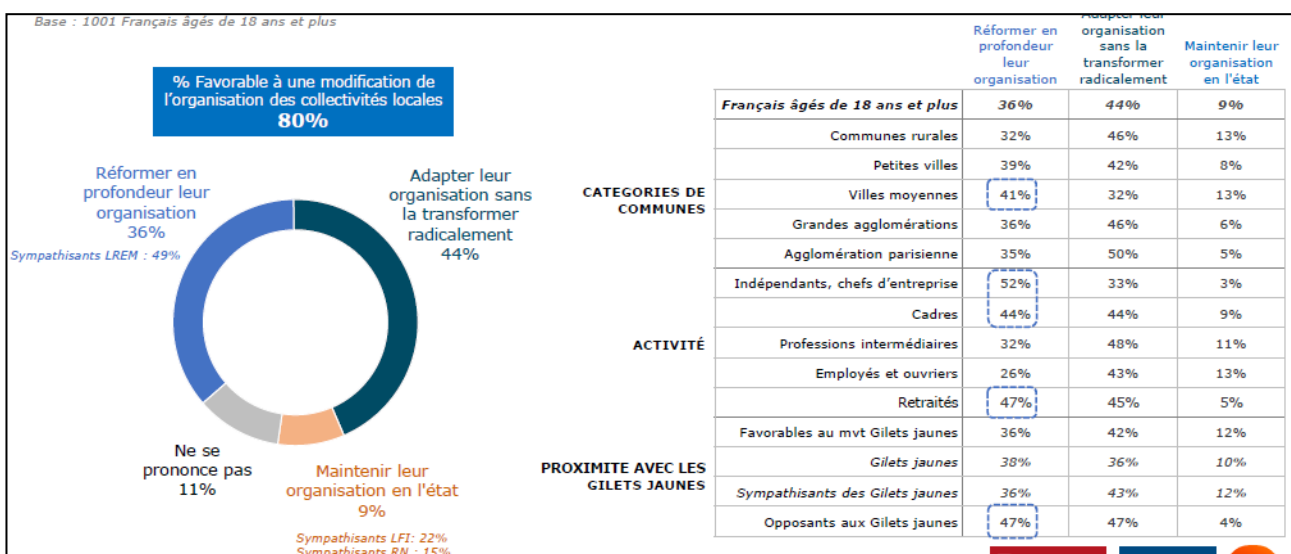
Uniquement la moitié des Français ont accès au covoiturage (53 %), une disponibilité moins élevée encore auprès des habitants de communes rurales (45 %) et des petites villes (46 %). Si seuls 49 % des actifs ont accès à un réseau de transports publics entre leur domicile et leur lieu de travail, les résultats varient très fortement selon la catégorie de communes, de 21 % chez les habitants de communes rurales à 29 % chez ceux des petites villes, 44 % chez ceux des villes moyennes, 67 % chez les habitants de grandes agglomérations et 80 % auprès de ceux de l'agglomération parisienne. La différence d'accès est également forte entre les cadres (63 %) et les employés et ouvriers (42 %).

## Protection de l'environnement : des attentes d'engagement écologique des Français les plus favorisés et des souhaits d'engagement financier des gilets jaunes et de leurs soutiens

Parmi les différentes mesures proposées aux Français pour protéger l'environnement, l'intérêt pour la lutte contre la pollution de l'air, la réduction de l'usage des pesticides et de la consommation d'énergies fossiles voient leur pertinence estimée évoluer selon le rapport à la mobilisation des Gilets jaunes. Par exemple, 56 % des opposants au mouvement des Gilets jaunes (tout comme 56 % des cadres et 51 % des retraités) jugent prioritaire de réduire notre consommation d'énergies fossiles contre 44 % des employés et ouvriers et 48 % des Gilets jaunes et de leurs soutiens. De même 32 % des opposants aux Gilets jaunes jugent prioritaire de renforcer la fiscalité écologique contre seulement 22 % des Gilets jaunes et de leurs soutiens.

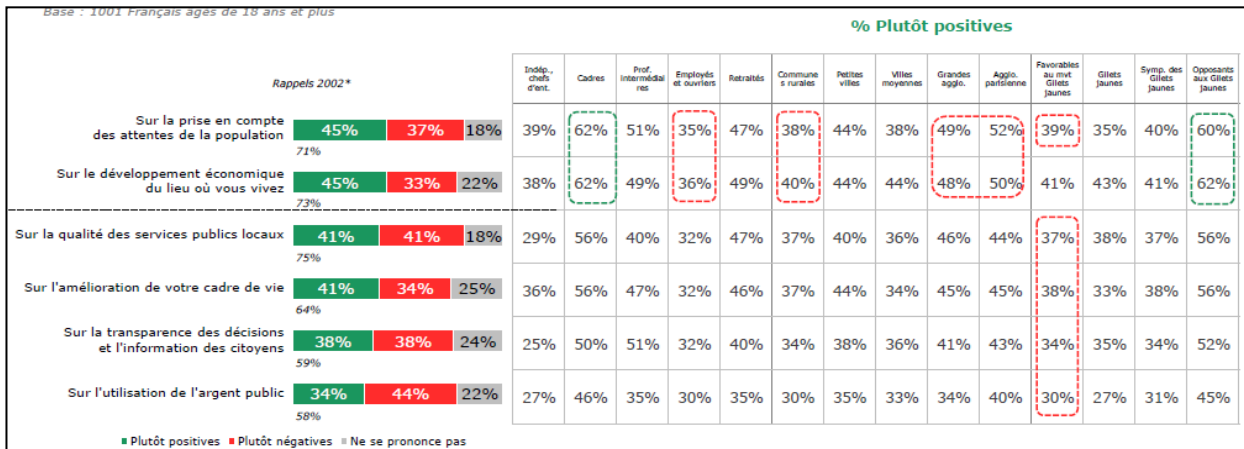
## Si 80 % des Français sont favorables à une modification de l'organisation de leurs collectivités locales, seuls 36 % souhaitent une réforme en profondeur

- A propos des collectivités locales françaises (régions, départements, métropoles, communauté de communes, villes,...), faut-il selon vous plutôt...



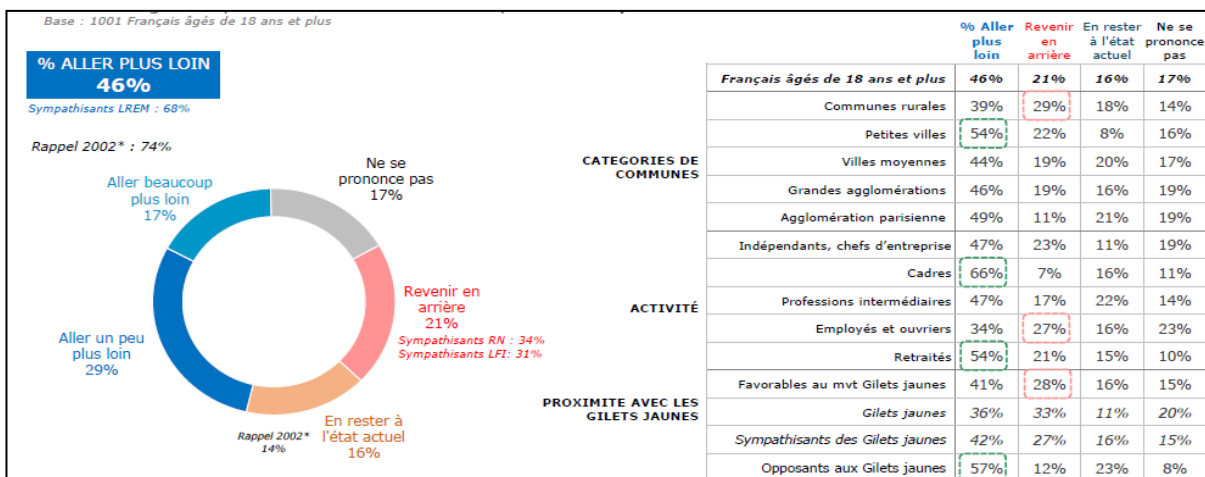
## Des Français réservés sur les bénéfices de la décentralisation et nettement moins positifs qu'en 2002, les cadres, habitants de grandes agglomérations et les opposants aux gilets jaunes plus convaincus de ses bénéfices

- La décentralisation est un processus qui consiste à transférer un certain nombre de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales (c'est-à-dire aux régions, aux départements et aux communes). Selon vous, la décentralisation a-t-elle des conséquences plutôt positives ou plutôt négatives...



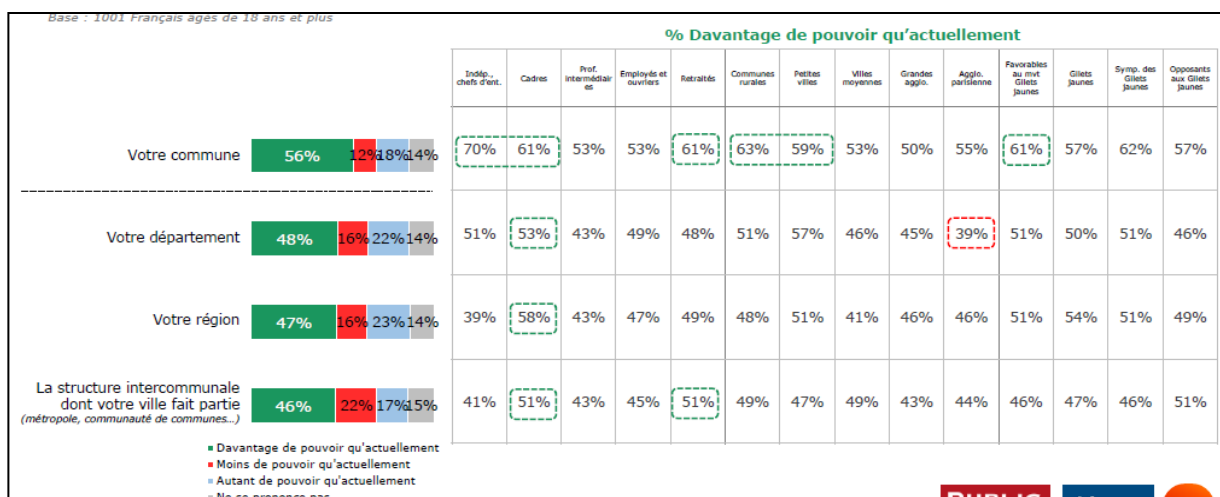
## Pour autant, près de la moitié des Français seraient favorables à aller plus loin en matière de décentralisation, un souhait qui recule très nettement en comparaison à 2002

- De manière générale, en matière de décentralisation, diriez-vous qu'il faut...



## 56 % des Français souhaitent que les communes aient davantage de pouvoirs, ils sont plus partagés sur les autres collectivités

- Plus précisément, pour chacune des collectivités suivantes, souhaitez-vous qu'elle ait à l'avenir davantage de pouvoir qu'actuellement, moins de pouvoir qu'actuellement ou autant de pouvoir qu'actuellement ?



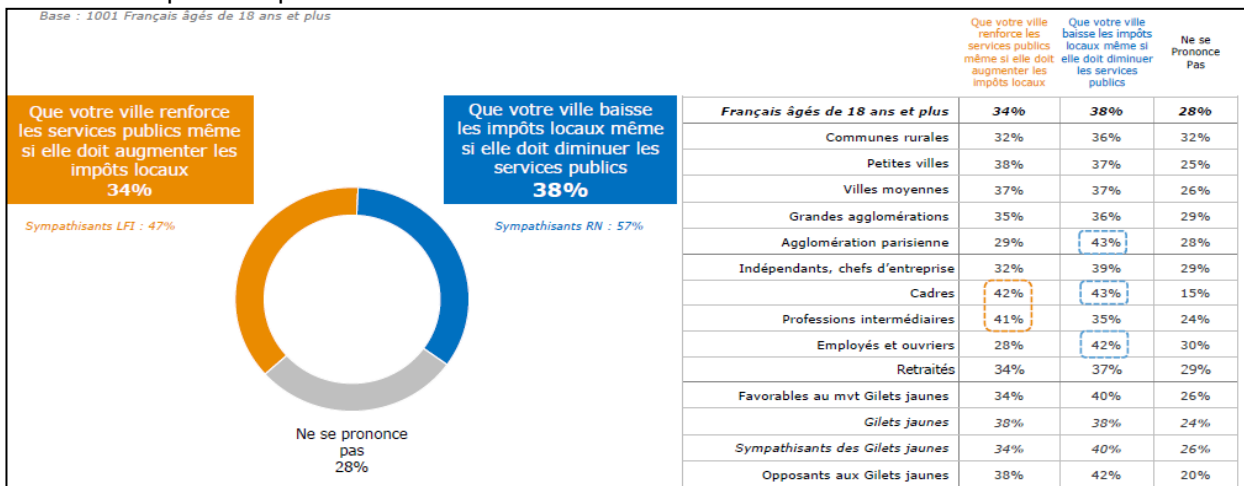
En dépit de la forte volonté des Français de voir les communes gagner en pouvoir, ils maintiendraient de nombreuses compétences à l'Etat, les prérogatives plus territoriales étant prioritairement rattachées à la Région et au département

- Pour chacun des domaines suivants, quel-s acteur-s parmi les suivants devrai-en-t selon vous en être en charge ?

	L'Etat	La Région	Le Département	La structure intercommunale (métropole, communauté de communes...)	La commune	Ne se Prononce pas
La sécurité des personnes et des biens	56%	26%	28%	23%	27%	12%
La protection de l'environnement	55%	44%	37%	28%	28%	11%
La protection du patrimoine	52%	40%	33%	19%	22%	11%
L'enseignement supérieur	50%	43%	27%	10%	10%	11%
L'aide à l'emploi	46%	41%	40%	25%	19%	11%
Le développement économique	44%	49%	36%	23%	21%	11%
La prise en charge des personnes dépendantes (âgées, handicapées)	43%	33%	41%	26%	25%	11%
L'aménagement du territoire	39%	49%	34%	19%	20%	12%
L'enseignement primaire et secondaire	37%	31%	40%	24%	29%	11%
L'action sociale	36%	32%	39%	25%	30%	12%
L'organisation des conditions de circulation	28%	37%	41%	24%	25%	11%
Le logement et l'habitat	26%	38%	40%	34%	37%	11%
L'organisation des transports publics	23%	41%	43%	32%	25%	10%
La petite enfance	23%	27%	38%	32%	39%	12%
Le tourisme	22%	57%	46%	29%	27%	11%
Les équipements culturels et sportifs	16%	39%	42%	34%	37%	11%

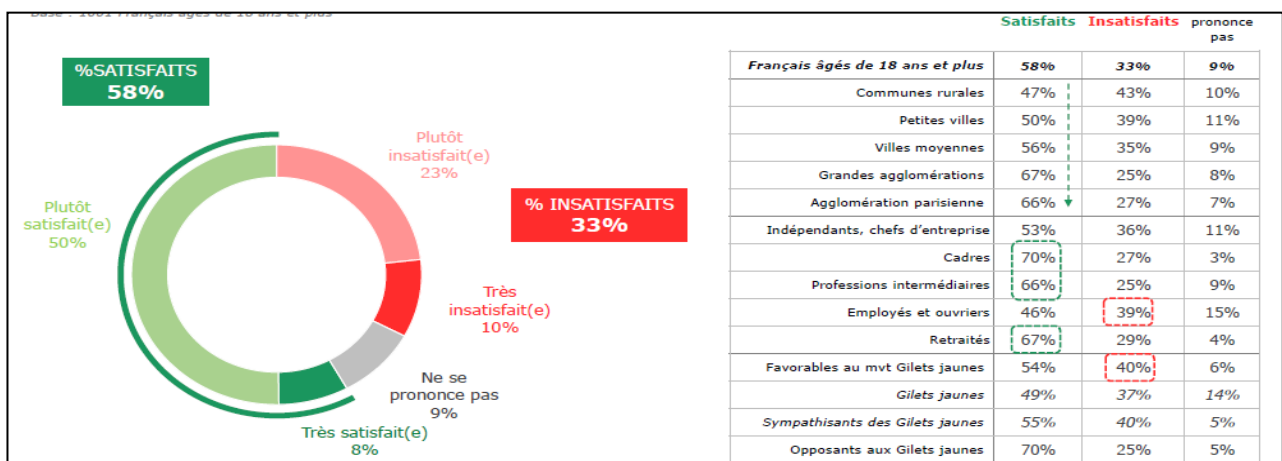
Des Français partagés entre prioriser le renforcement des services publics et baisser les impôts locaux, des résultats plus tranchés dans l'agglomération parisienne

- A propos des services publics municipaux que votre ville met à disposition des habitants, diriez-vous vous préféreriez plutôt...



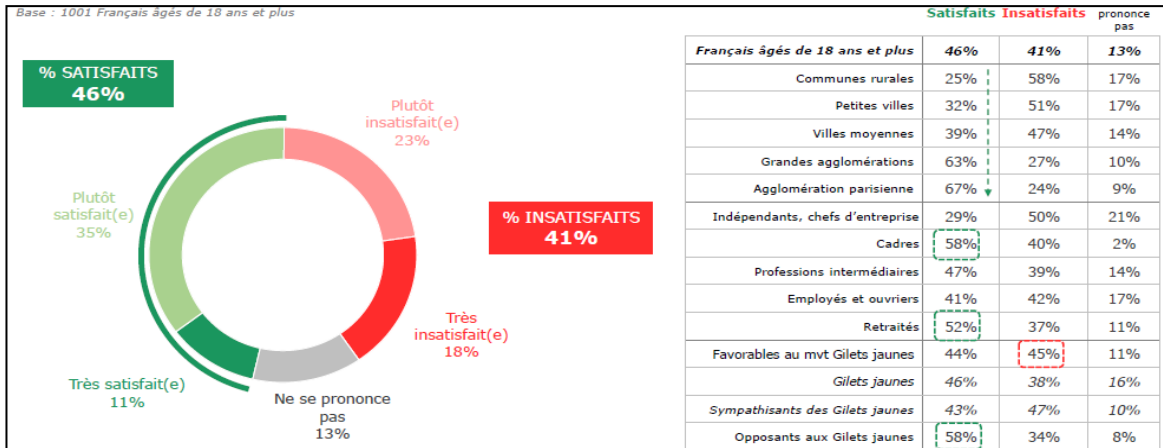
De grandes disparités entre les territoires en matière de satisfaction à l'égard de la qualité des services publics à disposition

- Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très satisfait-e, plutôt insatisfait-e ou très insatisfait-e de la qualité des services publics à votre disposition au quotidien ?



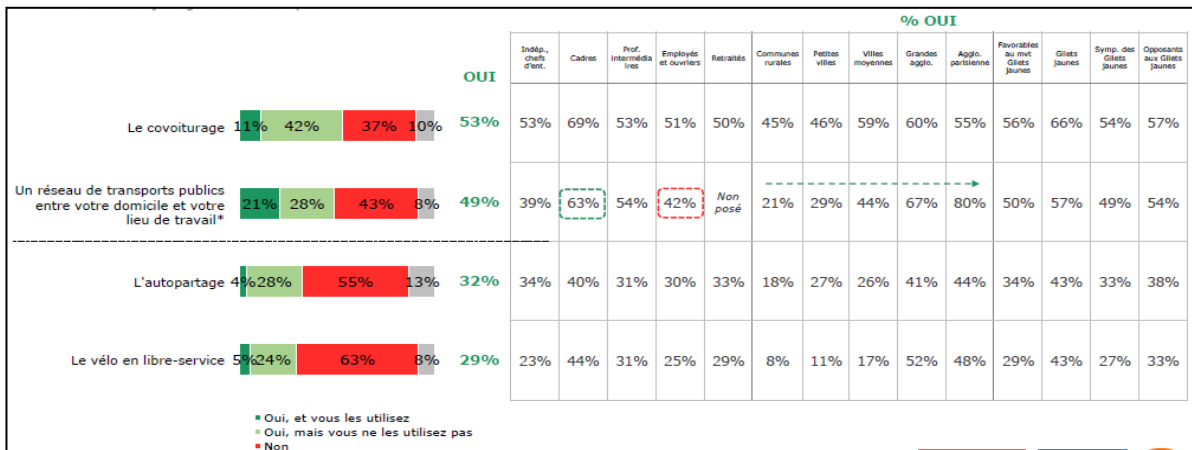
## L'offre de transports à disposition pour réaliser ses trajets quotidiens : une satisfaction qui varie de 25 % chez les ruraux à 67 % dans l'agglomération parisienne

- Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très satisfait-e, plutôt insatisfait-e de l'offre de transports dont vous disposez pour réaliser vos trajets quotidiens ?



## Alternative à la voiture individuelle : uniquement la moitié des Français ont accès au covoiturage et aux transports publics domicile-travail pour leurs trajets quotidiens, l'autopartage et le vélo en libre service moins répandus

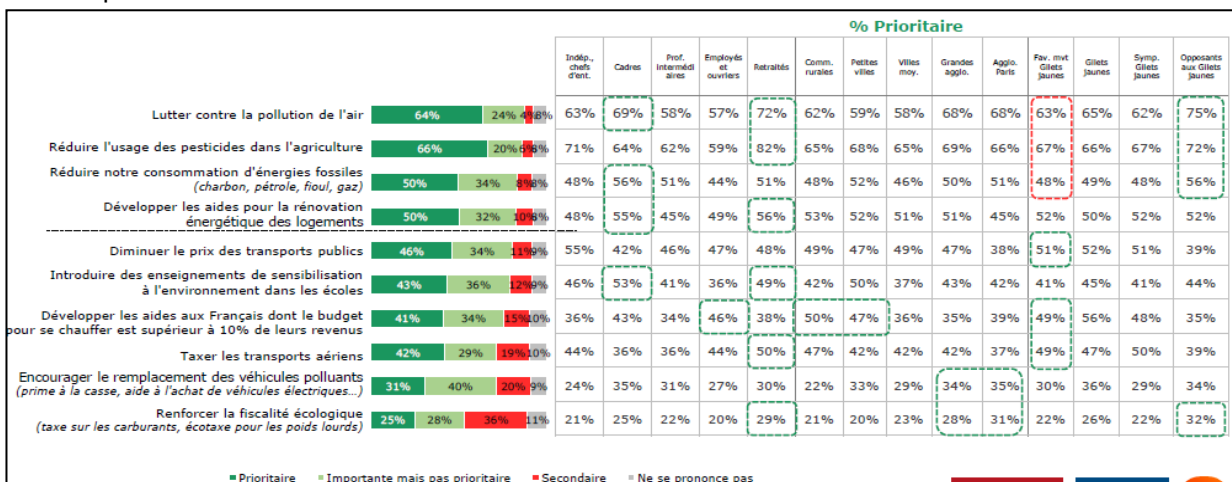
- A propos des modes de transports suivants, pouvez-vous y accéder pour réaliser vos trajets quotidiens ?



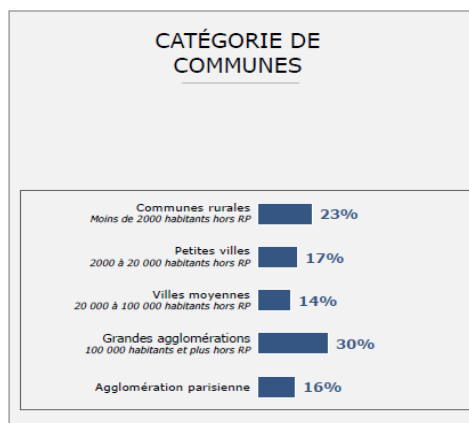
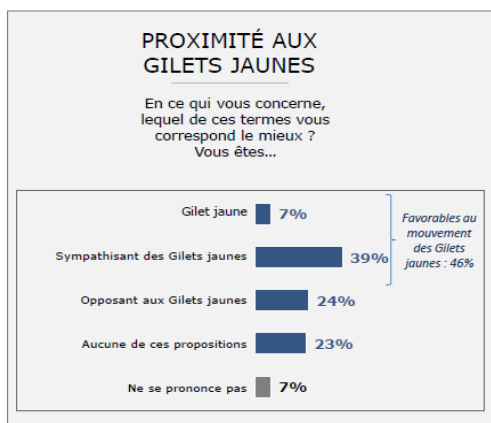
(\*) posé uniquement aux actifs

## En termes d'écologies, la réduction de l'usage des pesticides et énergies jugée plus prioritaire que les taxes ou l'aide au remplacement des véhicules polluants

- Pour chacune des mesures suivantes qui permettrait de protéger l'environnement et de lutter contre le réchauffement climatique, estimez-vous que sa mise en place est prioritaire, importante mais pas prioritaire, secondaire ou ne se prononce pas ?



## VARIABLES DE CROISEMENT DESTINÉES À ÉCLAIRER L'ANALYSE



#### Fiche technique

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet du 20 au 21 mars 2019. Echantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, professions de la personne de référence du ménage et de la personne interrogée, région et catégorie d'agglomération.